



## La corruption ampute la croissance

Dans «Repenser la croissance» (mars 2006), les auteurs énumèrent six leçons qui aident à comprendre pourquoi la croissance a été faible dans nombre de pays en développement pendant les années 90. Ils ont tout à fait raison, mais j'en ajouterai une septième, toute aussi importante : les déficiences de la gouvernance et la corruption.



Je m'étonne que les pays d'Afrique, que je connais bien, aient même enregistré le moindre croissance pendant cette période, compte tenu de l'ampleur des détournements de fonds. Il est triste que les citoyens de ces pays ignorent pour la plupart ce qui se passe. En effet, comment expliquer sinon que certains responsables continuent de détourner impunément les maigres ressources publiques pour alimenter des comptes bancaires à l'étranger ou les investir hors du pays?

La croissance est-elle possible sans une optimisation des financements? Même l'investissement direct étranger est mal reçu dans ces pays en raison de la corruption : souvent, les dirigeants exigent que les investisseurs leur versent personnellement un pourcentage du capital avant de les autoriser à investir dans le pays. C'est là un puissant facteur de dissuasion pour les investisseurs. De plus, les investissements «bidons» sont monnaie courante dans les pays en développement à cause de la corruption. Et il ne fait aucun doute que les donateurs sont de la partie.

*Isidore Dagoudo*

*Étudiant en économie*

*Université d'Abomey-Calavi, Bénin*

## Une occasion manquée

Bravo pour votre numéro remarquable intitulé «L'économie de la démographie» (septembre 2006), qui est bien conçu et tombe à point nommé. Malheureusement, vous avez manqué l'occasion de consacrer une plus large place à l'Afrique subsaharienne. Aujourd'hui, trente-et-un des trente-cinq pays dont le taux de fécondité dépasse cinq enfants par femme sont situés dans cette région. La démographie galopante de l'Afrique, en dépit des ravages de l'épidémie de VIH/sida, aura de profondes conséquences pour la croissance économique et les perspectives de développement de la région ainsi que des répercussions sur les autres régions (pensez aux pressions migratoires sur l'Europe). En outre, tant parmi les gouvernants africains que dans les institutions de développement, la volonté et l'impulsion nécessaires pour affronter ces problèmes sont pour le moins discrètes. Il faut développer largement les initiatives d'information, de dialogue et de sensibilisation. Tout cela aurait nécessité un article consacré spécifiquement à l'Afrique dans ce numéro, par ailleurs excellent, de votre magazine.



*John F. May*

*Spécialiste principal des questions de population à la Banque mondiale, Washington*

## Le secteur financier est la clé de la croissance en Afrique

L'article d'Anne-Marie Gulde et de Catherine Pattillo sur la financiarisation de l'Afrique (juin 2006) est très intéressant. L'Afrique pourrait effectivement connaître une croissance économique plus forte si elle réformait son secteur financier, car l'on sait que ce secteur — en particulier les banques, qui sont dotées des moyens d'internaliser l'information — est le mieux placé pour prêter aux entreprises dont la situation financière peut être difficile à évaluer. Le fait qu'il y a si peu de banques en Afrique, aggravé par le manque de diversité des produits bancaires, ne favorise guère la concurrence. En outre, si l'on observe la répartition du capital, on constate que la plupart des principales banques présentes en Afrique subsaharienne sont des filiales de banques européennes ou américaines. Cela entrave aussi la concurrence.

La vulnérabilité des économies africaines aux chocs externes et internes créent des risques supplémentaires dont les banques doivent tenir compte. Dans la plupart des pays d'Afrique, le marché boursier est embryonnaire, quand il existe. De ce fait, seules quelques sociétés peuvent y faire appel pour se financer. Quant aux paiements en espèces, la banque centrale de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest a récemment émis des directives institutionnalisant le paiement par voie électronique pour les transactions commerciales. Bref, le secteur financier, dans son état actuel, ne peut financer efficacement les économies nationales.

*Sanou Erdjouman*

*Université d'Ouagadougou*

*Burkina Faso*

## Événements prévus pour 2007

**13-26 janvier, Nairobi, Kenya**

Forum social mondial

**24-28 janvier, Davos, Suisse**

Réunion annuelle du Forum économique mondial

**9-10 avril, Doha, Qatar**

Table ronde sur la compétitivité du monde arabe

**14-15 avril, Washington**

Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale

**6-8 juin, Heiligendamm, Allemagne**

Sommet du Groupe des Huit

**19-21 octobre, Washington**

Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale

## Écrivez-nous!

Adressez votre courrier à [fanddletters@imf.org](mailto:fanddletters@imf.org) ou à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, International Monetary Fund, Washington, DC 20431 (U.S.A.). La rédaction accepte volontiers vos lettres (300 mots maximum), qui pourront être modifiées pour des raisons d'espace.